

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

N°ST 2023\_382

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 16 octobre 2023 par laquelle la SCI ANKALACHRYS, 2490 chemin des Molles, 38160 SAINT-MARCELLIN, représentée par Monsieur Anthony GERIN, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public au droit du N°29 Grande Rue, afin d'effectuer une livraison par grutage de matériaux de construction au 3<sup>e</sup> étage le lundi 6 novembre 2023,  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
**VU** le Code général des Collectivités territoriales,  
**VU** le Code général des Propriétés des Personnes publiques,  
**VU** le Code de l'Urbanisme,  
**VU** le Code de la Voirie routière,  
**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),  
**VU** le Règlement de Voirie communale,  
**VU** l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que pour permettre le déménagement faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des employés chargés de son exécution et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation** : Le 6 novembre, de 8 h à 18 h, le bénéficiaire est autorisé à stationner un camion grue au droit du N°29 Grande Rue, afin d'effectuer une livraison par grutage comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 - Restrictions de stationnement et de circulation** : La circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours, de service et de livraisons, seront préservés en toute circonstance. Le stationnement des véhicules autres que le véhicule du bénéficiaire sera interdit au droit du N°29 Grande Rue.

Le pétitionnaire devra utiliser des protections pour éviter que les patins ne marquent le revêtement de la grande rue.

**Le bénéficiaire est informé que la Grande Rue étant piétonne, une borne en barre l'accès aux véhicules.**

**La borne est ouverte les jours de semaine de 5 h 30 à 11 h pour permettre les livraisons. Le camion de livraison devra donc accéder à la rue entre 8 h et 11 h. La sortie de la rue peut se faire en dehors de ce créneau horaire.**

**Article 3 - Redevance** : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération du Conseil municipal (3,30 €/m<sup>2</sup>/semaine sur trottoir, et 6,61 €/m<sup>2</sup>/semaine sur chaussée). Toute semaine entamée est due.

**Article 4 - Responsabilité** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du déménagement. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

**Article 5 - Validité, et renouvellement de l'arrêté** : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à sa titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour cette dernière, de droit à l'indemnité. Elle est consentie uniquement pour ce qui concerne l'occupation de la dépendance du domaine public pour le 6 novembre 2023 de 8 h à 18 h.

**Article 6 - Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 7 - Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 18 octobre 2023,

**Le Maire,  
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Service des Espaces Publics,  
Gwenaëlle LAMY**

